



## **Conférence de presse des partenaires sociaux de l'industrie MEM, Suisse – UE**

Le 14 février 2018

Thomas Weibel, président de l'ASC

### **Bilan et position commune**

L'UE est notre principal partenaire commercial. Et la Suisse est même aujourd'hui à la pointe sur le terrain de la recherche et de l'innovation, si important pour l'industrie MEM. Le libre-échange des biens et services ainsi que des personnes entre la Suisse et l'UE est dès lors indispensable pour préserver notre compétitivité.

La résiliation de la libre circulation des personnes prônée par l'UDC nuirait gravement à la place industrielle suisse, et donc à l'industrie MEM et au marché du travail local. En effet, il n'est que ponctuellement possible de combler la pénurie de main-d'œuvre qualifiée dont souffre la Suisse en exploitant le potentiel indigène. L'industrie MEM elle-même est largement tributaire de la flexibilité de notre marché du travail, et de l'accès au vivier de spécialistes présents dans l'UE. Les conditions de travail des employé-e-s suisses sont protégées par les mesures d'accompagnement, qui ont fait leurs preuves. En outre, lorsqu'un emploi est vacant, la main-d'œuvre indigène au chômage aura désormais la priorité.

Nous avons besoin de la libre circulation des personnes et des échanges internationaux, afin que la formation reste à la pointe dans notre pays et que les entreprises puissent offrir à leur personnel des conditions de salaire et de travail sûres. La disparition de la libre circulation des personnes causerait un énorme préjudice économique à l'industrie MEM, et à toute la main-d'œuvre de la branche.

À cela s'ajoute que la libre circulation des personnes fait partie des accords bilatéraux I. La clause guillotine signifie qu'en cas de dénonciation de la libre circulation des personnes, les autres accords portant sur la recherche, l'accès facilité au marché (obstacles techniques au commerce), le transport aérien, les transports terrestres, l'agriculture ainsi que les marchés publics passeraient à la trappe.

Les accords bilatéraux sont un gage de succès pour l'économie suisse. Notre compétitivité et notre bien-être reposent dans une large mesure sur la libre circulation des personnes. Il s'agit donc de préserver cette chance à l'avenir aussi.

Nous, les partenaires sociaux de l'industrie MEM, nous nous engageons pour une Suisse ouverte, pour le maintien des accords bilatéraux et pour le maintien durable de bonnes relations avec l'UE. Nous nous opposons donc ensemble à l'«initiative» de résiliation de l'UDC, que nous allons résolument combattre.